

M. Patrick LEFEBVRE

14 allée des Marronniers — 69100 Villeurbanne

p.lefebvre@email.fr

06 23 45 67 89

A L'ATTENTION DE :

SAS ÉCORÉNO SOLUTIONS

22 cours de Verdun — 69001 Lyon

PAR LETTRE RECOMMANDEE AVEC AVIS DE RECEPTION ELECTRONIQUE (LRE)

Fait le 24/03/2026

Objet : MISE EN DEMEURE - LRAR officielle

MISE EN DEMEURE

[Lettre recommandée avec accusé de réception]

Villeurbanne, le 24 mars 2026

Objet : MISE EN DEMEURE – Démarchage agressif, usurpation de qualité RGE, audit énergétique fictif, promesses de subventions mensongères, encaissement indu – Montant en litige : 48 000 € Réf. dossier : DJ-EXEMPLE-2026

À l'attention de : SAS ÉCORÉNO SOLUTIONS 22 cours de Verdun — 69001 Lyon

Madame, Monsieur,

Je me permets, en ma qualité de conseil de M. Patrick LEFEBVRE, propriétaire de la maison individuelle sise à 14 allée des Marronniers — 69100 Villeurbanne, de vous adresser la présente mise en demeure, en raison de manquements graves et répétés constatés dans le cadre de l'opération de rénovation énergétique coordonnée par votre société.

Il ressort des pièces du dossier et de l'expertise contradictoire réalisée le 18 novembre 2025 que :

1. Votre société a procédé à un démarchage à domicile particulièrement insistant et agressif, par l'intermédiaire de M. Alain BORDES, sans justification d'un mandat écrit, en violation de l'article L. 221-1 et suivants du Code de la consommation relatifs à la protection du consommateur en cas de vente hors établissement.
1. Vous vous êtes présenté comme mandataire certifié RGE (Reconnu Garant de l'Environnement), alors que la vérification auprès de l'ADEME a révélé l'absence totale de certification RGE à la date des travaux, caractérisant une usurpation de qualité au sens de l'article L.121-2 du Code de la consommation et une pratique commerciale trompeuse au sens de l'article L.121-1 du même code.
1. Un audit énergétique, facturé à M. LEFEBVRE pour un montant de 3 500 € le 15 avril 2025, s'est avéré fictif : le rapport remis (4 pages) ne constitue ni un diagnostic de performance énergétique (DPE) officiel ni un audit conforme aux exigences réglementaires (articles L.271-4 et suivants du Code de la construction et de l'habitation).
1. Vous avez remis à mon client des promesses écrites de subventions publiques (MaPrimeRénov et Certificats d'Économies d'Énergie) pour un montant total de 33 000 €, alors que vous saviez pertinemment que l'absence de certification RGE rendait toute instruction de ces aides impossible. Cette pratique constitue une infraction à l'article L.121-2 du Code de la consommation.
1. Votre société a encaissé la totalité de la somme de 48 000 € (cf. factures et virements joints), dont une partie a été reversée à des sous-traitants, sans que les travaux réalisés ne correspondent aux prestations facturées ni aux normes en vigueur, en violation de l'article 1103 du Code civil (force obligatoire du contrat) et de l'article 1792 du Code civil (garantie décennale).

En conséquence, et conformément aux articles précités, je vous mets formellement en demeure de :

- Procéder au remboursement intégral de la somme de 48 000 € (quarante-huit mille euros) indûment perçue, dans un délai de QUINZE (15) jours à compter de la réception de la présente, soit au plus tard le 8 avril 2026 ;
- Prendre contact avec mon client pour organiser la restitution des fonds et la résolution amiable du litige.

À défaut de réponse satisfaisante dans le délai imparti, je me verrai contraint d'engager sans autre avis toute procédure judiciaire utile, tant au civil qu'au pénal, pour obtenir réparation intégrale du préjudice subi, outre tous intérêts, frais et dépens, sans préjudice des poursuites déjà engagées pour escroquerie en bande organisée (article 313-2 du Code pénal) et pratiques commerciales trompeuses.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

[Signature]

Pour M. Patrick LEFEBVRE M. Patrick LEFEBVRE 14 allée des Marronniers — 69100 Villeurbanne

Decompte des sommes dues

Principal	48000 EUR
Interets de retard (4.81% (Art. 1231-6 C.civ.))	2169.64
343 jours depuis le 15/04/2025	
Total reclame	50169.64 EUR

Base legale : Art. 1231-6 C.civ.

Note de solidarité : La presente mise en demeure a ete adressee, en copie et aux memes fins, aux parties suivantes impliquees dans le present litige :

- EURL ISOLATION THERMIQUE RHÔNE (Sous-traitant travaux d'isolation)
- SAS CHAUFFE CONFORT PLUS (Sous-traitant installation pompe à chaleur)

M. Patrick LEFEBVRE

(Document certifié et horodate)

Avertissement important : Ce document a été généré automatiquement par un système d'intelligence artificielle (OpenAI GPT-4). Il ne constitue en aucun cas un avis juridique, une consultation d'avocat, ni un acte d'assistance ou de représentation en justice au sens de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971. Les informations fournies sont données à titre indicatif et ne sauraient se substituer

aux conseils d'un professionnel du droit. L'utilisateur reste seul responsable de l'usage qu'il fait de ce document.
DossierJuridique.fr recommande de consulter un avocat pour toute action juridique.